

**Conseil économique et social**

Distr. générale
2 septembre 2015

Français
Original: Anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Comité du commerce et de l'investissement

Quatrième session

Bangkok, 4-6 novembre 2015

Point 6 a) de l'ordre du jour provisoire*

Rapports sur les activités des institutions régionales:

Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie

Rapport sur les activités du Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie**Note du secrétariat***Résumé*

Les travaux du secrétariat dans le domaine du commerce et de l'investissement sont étroitement liés à ceux de deux institutions régionales, qui les renforcent, à savoir le Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie (CAPTT) et le Centre pour la mécanisation agricole durable. Le présent document passe en revue les activités du CAPTT pendant la période 2013-2015 et présente les activités futures prévues en réponse aux demandes des pays membres de la région qui contribuent activement à définir la vision du Centre. Actuellement, les activités du CAPTT se répartissent globalement en trois domaines thématiques: la science, la technologie et l'innovation; le transfert de technologie; et l'intelligence technologique. Dans le cadre de ces domaines thématiques, le Centre mène des activités orientées vers les réalisations suivantes: la création de capacités pour le transfert de technologies des petites et moyennes entreprises, le renforcement des systèmes nationaux d'innovation, la mise en place de mécanismes institutionnels de coopération pour la promotion des technologies d'exploitation des énergies renouvelables, la facilitation du transfert de connaissances sur les technologies agricoles durables et l'amélioration des liens avec les marchés, l'accroissement des capacités de gestion des activités de recherche-développement des institutions de recherche dans les domaines technologiques nouveaux et émergents, tels que les nanotechnologies, et le développement de la veille technologique des parties prenantes grâce à la fourniture de services d'information technologique et à des travaux de recherche et d'analyse.

* E/ESCAP/CTI(4)/L.1.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction.....	2
II. Activités réalisées durant la période 2013-2015	3
A. Favoriser un environnement propice à la science, à la technologie et à l'innovation et les systèmes d'innovation pour le développement durable	3
B. Transfert de technologie par la voie du réseautage régional et sous-régional.....	11
C. Intelligence technologique	15
III. Domaines et programmes d'activité futurs	18
IV. Questions portées à l'attention du Comité	19

I. Introduction

1. Depuis sa création en 1977, le Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie s'est attaché à fournir des services visant à renforcer les capacités technologiques des pays de la région Asie-Pacifique. Il a continué d'aider les États membres en mettant l'accent sur la promotion des systèmes nationaux d'innovation, les services de soutien au transfert de technologie pour les petites et moyennes entreprises, la promotion de nouvelles technologies essentielles, comme les technologies d'exploitation des énergies renouvelables et les nanotechnologies, et les services de veille technologique pour aider les États membres à relever les défis qui se posent aujourd'hui dans le monde dynamique des entreprises et de la technologie. Dans ces domaines, le Centre a réalisé une série de programmes d'intérêt immédiat pour la région durant la période 2013-2015, notamment 34 activités de renforcement des capacités dont ont bénéficié 16 pays membres, à savoir l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, le Cambodge, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la République islamique d'Iran, la Malaisie, le Myanmar, le Népal, le Pakistan, les Philippines, la République démocratique populaire lao, Sri Lanka et la Thaïlande. Ces activités, qui ont été exécutées avec la participation de 25 institutions partenaires, portaient sur un certain nombre de thèmes, parmi lesquels: la promotion de systèmes nationaux d'innovation; l'élaboration de stratégies et initiatives nationales en matière de science, de technologie et d'innovation (STI) destinées à rendre l'environnement plus favorable, notamment par un écosystème d'innovation pour des solutions énergétiques durables; les services d'appui au transfert de technologie pour les petites et moyennes entreprises; la promotion de systèmes d'innovation pour les technologies émergentes d'importance cruciale, telles que les technologies d'exploitation des énergies renouvelables et les nanotechnologies; la promotion des technologies agricoles durables et l'amélioration des liens avec les marchés; et les services de veille technologique mettant en œuvre des études normatives et analytiques, la diffusion d'informations technologiques, le réseautage et les partages de données d'expérience en matière de gestion de la technologie.

2. Le Centre a également axé son action sur le développement et le renforcement des capacités des pays les moins avancés, des pays en

développement sans littoral et des petits États insulaires en développement de l'Asie et du Pacifique en faisant appel à la coopération Sud-Sud en partenariat étroit avec les pays technologiquement et économiquement plus avancés de la région. Au nombre des pays les moins avancés qui ont bénéficié des activités de renforcement des capacités du Centre figurent l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, le Cambodge, le Népal et la République démocratique populaire lao.

II. Activités réalisées durant la période 2013-2015

A. Favoriser un environnement propice à la science, à la technologie et à l'innovation et les systèmes d'innovation pour le développement durable

3. Le programme de développement pour l'après-2015 dont débattent actuellement les États membres de l'Organisation des Nations Unies vise à promouvoir une intégration équilibrée des dimensions économiques, sociale et environnementale du développement durable pour les générations actuelles et futures. L'objectif 9 du projet d'objectifs de développement durable pour l'après-2015 est libellé comme suit: « Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation ». Il coïncide partiellement avec le domaine stratégique du Centre relatif à la science, à la technologie et à l'innovation au service du développement durable, et notamment les systèmes nationaux d'innovation technologique à divers niveaux. Précisément, l'objectif 17 proposé est de « Renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser ». L'une des cibles visées pour cet objectif est de renforcer l'accès à la STI et la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et la coopération triangulaire régionale et internationale dans ces domaines et d'améliorer le partage des savoirs selon des modalités arrêtées d'un commun accord, notamment en coordonnant mieux les mécanismes existants, en particulier au niveau de l'Organisation des Nations Unies, et dans le cadre d'un mécanisme mondial de facilitation des technologies qui pourrait être arrêté; une autre cible est de faire en sorte que la banque de technologies et le mécanisme de renforcement des capacités scientifiques et technologiques et des capacités d'innovation des pays les moins avancés soient pleinement opérationnels pour les pays les moins avancés d'ici à 2017. Le Centre est donc appelé à jouer un rôle clé dans la promotion et le renforcement de la STI au service du développement durable dans les pays de l'Asie et du Pacifique en faisant notamment appel à la coopération Sud-Sud. Les activités de renforcement des capacités du Centre dans ce domaine ciblent les acteurs clés de l'innovation technologique – à savoir les gouvernements, les industries, les institutions de recherche-développement et les universités – ce qui leur permettrait de développer leur propre approche holistique en vue d'atteindre leurs objectifs nationaux de développement durable fondés sur la STI.

4. Le Centre a organisé 17 activités de renforcement des capacités axées sur les domaines suivants: systèmes nationaux d'innovation; élaboration de stratégies en matière de STI; gestion de la recherche-développement dans le domaine des nanotechnologies; et un environnement durable plus favorable pour l'énergie. Grâce à ces activités, plus de 950 décideurs de haut niveau, des institutions de recherche-développement, des universités et d'autres parties prenantes ont partagé leurs connaissances et les enseignements tirés, ce qui a renforcé leurs capacités dans divers domaines de la STI.

1. Renforcement des systèmes nationaux d'innovation dans la région Asie-Pacifique

5. Le programme du Centre relatif aux systèmes nationaux d'innovation a été lancé en 2005 avec l'aide du Département de la recherche scientifique et industrielle du Ministère indien des sciences et des technologies. Le Centre exécute à présent la phase II du projet, qui a débuté en 2010, dans le but de promouvoir les systèmes nationaux d'innovation en Asie et dans le Pacifique. Le projet vise à aider les pays participants à renforcer des éléments clés des systèmes nationaux d'innovation déterminés par chacun d'eux. Au cours de l'exercice biennal en cours, le Centre a aidé les pays à l'aide d'activités de renforcement des capacités à l'intention des décideurs, des industries, des universités, des institutions de recherche-développement et des autres parties prenantes dans les domaines suivants: la formulation et la mise en œuvre de politiques et programmes stratégiques; la gestion des pépinières d'entreprises de technologie; le renforcement de l'environnement favorable et des stratégies pour les choix à opérer en matière d'énergie durable; la promotion de l'entrepreneuriat fondé sur la technologie; et les technologies nouvelles et émergentes. La deuxième phase se caractérise notamment par la participation de plusieurs pays ayant des besoins particuliers, à savoir l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, le Cambodge, le Myanmar, le Népal et la République démocratique populaire lao.

6. On trouvera ci-après un bref compte rendu des activités réalisées et des précisions concernant leur portée et leurs résultats:

a) Un atelier national intitulé « Système d'innovation technologique agricole au Bangladesh: possibilités et défis », mené à Dhaka les 2 et 3 septembre 2014 en coopération avec le Conseil de la recherche agronomique du Bangladesh dans le cadre du volet Asie du Sud d'un projet du Réseau pour le transfert des connaissances relatives aux technologies utiles à l'agriculture durable et l'amélioration des liens commerciaux en Asie du Sud et du Sud-Est (SATNET Asia). Cette activité visait à faire mieux comprendre le système d'innovation technologique agricole en place au Bangladesh aux principaux acteurs du système d'innovation (décideurs gouvernementaux, institutions de recherche-développement, universités et industries), avec pour objectif de fournir des recommandations spécifiques pour renforcer le système. Ont participé à l'atelier des membres du personnel du Conseil de la recherche agronomique du Bangladesh, de l'Institut de recherche agricole du Bangladesh et du Ministère de l'agriculture, ainsi que des scientifiques et des chercheurs des universités agricoles du Bangladesh et des représentants d'organisations à but non lucratif qui jouent un rôle dans la promotion de l'agriculture durable dans ce pays. Au cours de cette activité, le Centre a promu le concept d'innovation technologique et élaboré le cadre conceptuel du système national d'innovation et déterminé diverses dimensions et la portée de l'innovation technologique dans le secteur agricole. Les décideurs de haut niveau du Bangladesh appréhendent mieux à présent la nécessité de renforcer le système national d'innovation technologique agricole;

b) Réunion consultative de la CESAP avec les inventeurs et intervenants chinois du secteur technologique sur la facilitation des technologies au service du développement durable, tenue le 20 novembre 2014 à Kunshan (Chine). Elle a permis de faciliter les débats entre les principaux représentants de l'Association chinoise des inventions, du Ministère chinois des sciences et technologies et des parties intéressées du secteur technologique. Des fonctionnaires de la CESAP ont fait part de la vision et de la mission de la Commission concernant la facilitation des

technologies dans le programme de développement durable pour l'après-2015, et ont procédé à un échange d'idées sur la conception de stratégies nationales/régionales en matière de STI et de transfert de technologie aux fins de la facilitation des technologies. La Réunion a également étudié les possibilités de coopération, de partenariat et de partage de ressources à l'appui des programmes/activités de facilitation des technologies de la CESAP;

c) Une réunion de décideurs de haut niveau sur la façon de mettre la STI au service du développement durable en se fondant sur des données factuelles, tenue à Colombo le 26 novembre 2014 en marge de la réunion annuelle du Conseil d'administration du Centre et de la Semaine du commerce et de l'investissement en Asie et dans le Pacifique organisée par la Division du commerce et de l'investissement de la CESAP. Lors de cette réunion, de hauts responsables des ministères chargés de la science et de la technologie du Bangladesh, de la Chine, de l'Inde, de l'Indonésie, de la République islamique d'Iran, de la Malaisie, du Pakistan, des Philippines, de la République de Corée, de Sri Lanka, de la Thaïlande et du Viet Nam ont présenté la démarche suivie actuellement pour la formulation de leur politique en matière de STI en se fondant sur des données factuelles et ont débattu de son importance dans la réalisation des objectifs de développement durable pour l'après-2015. La réunion, qui comprenait une table ronde sur l'élaboration des politiques relatives à la STI en se fondant sur des données factuelles et la gouvernance y relative dans les pays de la région Asie-Pacifique, a permis aux participants de déterminer la voie à suivre. Les participants à cette activité appréhendent mieux à présent les démarches reposant sur la STI adoptées par les pays de l'Asie et du Pacifique pour la réalisation de leur programme national de développement respectif.

7. Deux autres activités méritent d'être mentionnées:

a) L'Atelier sur le développement de l'entrepreneuriat fondé sur la technologie et la commercialisation, prévu à Téhéran les 27 et 28 octobre 2015, sera organisé par l'Organisation iranienne de recherche pour la science et la technologie en coopération avec le CAPTT et le Centre régional des sciences et de transfert de technologie de l'Association des États riverains de l'océan Indien. Ayant reconnu la contribution de l'entrepreneuriat fondé sur la connaissance à l'emploi, à la croissance et au développement durable, la République islamique d'Iran organise cette activité principalement dans le but d'aborder les questions pertinentes, telles que l'élaboration de nouveaux modèles entrepreneuriaux, les politiques et mesures pratiques pour promouvoir la croissance de l'entrepreneuriat en partageant les meilleures pratiques et les enseignements tirés avec les pays participants. Cet atelier amènera aussi à s'intéresser aux conceptions, aux modèles et aux infrastructures utiles pour le développement de l'entrepreneuriat fondé sur la technologie;

b) Le Centre Asie-Pacifique de ressources en ligne pour les systèmes nationaux d'innovation. Cette plate-forme de connaissances en ligne, mise en place avec l'objectif de donner aux parties prenantes dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation l'occasion de partager les approches décisionnelles et les données d'expérience des pays sur les questions relatives au renforcement des systèmes nationaux d'innovation, a été actualisée en octobre 2014 avec les produits et les résultats des activités relevant du volet du programme de travail du Centre consacré à la STI/au système national d'innovation. Les utilisateurs peuvent consulter et télécharger les présentations faites par les experts nationaux et internes et les rapports des ateliers régionaux et nationaux, des réunions et des forums nationaux sur les systèmes innovants. En outre, des stratégies

relatives aux énergies durables et des rapports sur l'Indonésie et la République démocratique populaire lao sont maintenant accessibles à partir du Centre de documentation en ligne.

2. Élaboration de directives sur les stratégies et initiatives nationales en matière de science, de technologie et d'innovation à l'intention des pays les moins avancés

8. Le Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie et l'Institut des politiques scientifiques et technologiques de la République de Corée ont combiné certaines de leurs activités programmatiques en cours pour aider le Népal et la République démocratique populaire lao à analyser l'état actuel de leur cadre en matière de STI et à élaborer des stratégies pour rendre leur système national d'innovation plus propice au développement national fondé sur la STI. Un rapport sur les stratégies STI pour la réduction de la pauvreté en République démocratique populaire lao est paru cette année et sera diffusé plus largement auprès des parties prenantes dans le domaine de la STI dans le pays dans le but de susciter l'adoption de mesures pour mettre en œuvre ces stratégies. Ce rapport sera bientôt disponible à l'adresse www.nis.apctt.org.

9. La séance de réflexion tenue par les décideurs en République démocratique populaire lao sur la planification stratégique de la STI et l'élaboration d'une feuille de route a également contribué à l'élaboration du rapport. L'atelier sur le diagnostic du système d'innovation en République démocratique populaire lao et un plan d'action pour la STI s'est tenu à Vientiane les 26 et 27 mai 2014. Ses délibérations ont porté sur les résultats de l'étude du Centre et de l'Institut des politiques scientifiques et technologiques sur le diagnostic de la STI et l'élaboration de stratégies et divers aspects clés, tels que le cadre général et les lignes directrices, la planification stratégique de la STI, la recherche-développement stratégique et l'établissement des priorités, les programmes de mise en valeur des ressources humaines, la gouvernance stratégique en matière de STI, et le financement des stratégies, politiques et programmes relatifs à la STI pour la République démocratique populaire lao. Le Centre a fait part de ses expériences et des résultats de l'étude de projet menée grâce au Compte de l'ONU pour le développement sur l'évaluation préliminaire de l'état actuel de l'environnement favorable à la technologie et de l'écosystème de l'innovation, s'agissant notamment des énergies durables, en République démocratique populaire lao. Des experts internationaux et des spécialistes de la République de Corée et de la province chinoise de Taiwan et des représentants des principaux ministères et d'institutions nationales de la République démocratique populaire lao ont partagé leurs points de vue sur les politiques et programmes du pays.

3. Renforcement de l'environnement favorable, y compris de l'écosystème de l'innovation, pour les options en matière d'énergie durable

10. En juillet 2014, le Centre et la Division de l'environnement et du développement de la CESAP ont achevé la mise en œuvre du projet financé par l'Organisation des Nations Unies sur les énergies durables accessibles à un prix abordable grâce à la coopération Sud-Sud. Les activités du Centre étaient centrées sur l'aide à l'Indonésie et à la République démocratique populaire lao pour l'élaboration de stratégies nationales destinées à renforcer leur environnement favorable et leur écosystème de l'innovation technologique. Pour atteindre cet objectif, un cadre d'évaluation national a été élaboré et utilisé par des consultants nationaux de ces pays pour recueillir et organiser les informations utiles sur leur situation actuelle en matière

d'énergie durable, un environnement propice à la technologie et un écosystème de l'innovation, un environnement et un écosystème favorables aux entreprises, des modèles entrepreneuriaux pour l'acquisition de technologies qui avantagent l'énergie durable, la coopération Sud-Sud et des études de cas. On s'est fondé sur les conclusions de l'évaluation et l'expérience d'autres pays pour établir des projets de rapport sur la stratégie nationale pour l'Indonésie et la République démocratique populaire lao. Ces rapports ont été examinés et finalisés lors d'ateliers consultatifs nationaux organisés dans les deux pays.

11. On trouvera ci-après un bref compte rendu des activités réalisées dans le cadre du projet précité et des précisions concernant leur portée et leurs résultats:

a) Atelier à l'intention des acteurs nationaux de la République démocratique populaire lao sur les énergies durables accessibles à un prix abordable, organisé à Vientiane les 11 et 12 février 2014 en coopération avec le Département de la technologie et de l'innovation du Ministère de la science et de la technologie de la République démocratique populaire lao. Des décideurs et des experts de ministères et de départements de la République démocratique populaire lao et d'autres pays en développement ont partagé leurs données d'expérience concernant la promotion de produits et services dans le domaine des énergies durables par le renforcement de l'environnement favorable à la technologie et de l'écosystème de l'innovation technologique. Les discussions ont été centrées sur les problèmes rencontrés et les possibilités offertes dans la réalisation de projets et programmes relatifs aux énergies durables au profit de la population vivant hors réseau dans les zones urbaines et rurales. L'échange de données d'expérience avec d'autres pays en développement a aidé à définir des stratégies dans le domaine de l'énergie en République démocratique populaire lao;

b) Voyage d'étude sur les énergies durables de décideurs de haut niveau de la République démocratique populaire lao, organisé du 21 au 28 février 2014 par le Centre en coopération avec les centres nationaux de liaison de l'Inde, du Népal et de la Thaïlande. Au cours de ce voyage d'étude dans trois pays, une série de réunions ont été organisées avec des décideurs et des représentants des autorités de régulation, d'entreprises productrices d'énergie durable et d'organisations non gouvernementales, ainsi que des visites de terrain. Les hauts responsables de la République démocratique populaire lao ont été informés sur a) le rôle et la nécessité d'un marché concurrentiel et du secteur privé pour la fourniture de produits et services dans le domaine des énergies durables; b) différents moyens que les gouvernements peuvent mettre en œuvre pour créer sur le marché la demande de produits et services d'énergie renouvelable en offrant un soutien financier et des incitations sur mesure aux utilisateurs finaux et aux fournisseurs de services énergétiques; c) la nécessité de réglementer le marché de l'énergie au profit des utilisateurs finaux et des fournisseurs de services énergétiques; et d) le rôle des organisations non gouvernementales dans la réalisation de l'objectif de fourniture d'énergies durables accessibles à un prix abordable pour les collectivités hors réseau avec des entités privées et gouvernementales;

c) Atelier à l'intention des acteurs nationaux de l'Indonésie sur les options se présentant en matière d'énergie durable accessible à un prix abordable, organisé à Jakarta les 19 et 20 mars 2014 en coopération avec l'Institut indonésien des sciences. Lors de cet atelier, la présentation du cadre national d'évaluation sur un environnement favorable et un écosystème de l'innovation technologique a été suivie d'un débat au cours duquel les pays en développement ont partagé leurs données d'expérience sur cette question

et sur la promotion des produits et services concernant les énergies durables. L'Atelier a réuni des experts des énergies durables, des décideurs, des acteurs du monde des entreprises et des représentants des communautés de la Chine, de l'Inde et de l'Indonésie et a fait fond sur les exemples d'environnement favorable pour promouvoir diverses options en matière d'énergie durable à l'étude dans différents pays;

d) Atelier consultatif sur la stratégie nationale adoptée par l'Indonésie pour rendre plus abordables les options existant en matière d'énergie durable, organisé à Jakarta les 12 et 13 mai 2014 en collaboration avec l'Institut indonésien des sciences. Les principales conclusions de l'évaluation de l'environnement favorable aux énergies durables et de l'écosystème de l'innovation technologique de l'Indonésie ont été examinées et le projet de rapport national sur la stratégie de l'Indonésie a fait l'objet d'une séance de réflexion entre participants. De hauts responsables du Brésil, de la Malaisie et des Philippines ont partagé leurs données d'expérience concernant les approches politiques et les modèles entrepreneuriaux retenus chez eux pour établir des options abordables en matière d'énergie durable. Pendant l'atelier, plusieurs recommandations ont été faites, dont l'une était de créer un comité sur les énergies renouvelables présidé et coordonné par le Conseil national de l'énergie et chargé d'améliorer la coordination entre les différents ministères et départements gouvernementaux;

e) Atelier consultatif pour aider la République démocratique populaire lao à élaborer une stratégie nationale pour rendre plus abordables les options en matière d'énergie durable, organisé à Vientiane les 15 et 16 mai 2014 en coopération avec le Département de la technologie et de l'innovation du Ministère de la science et de la technologie de la République démocratique populaire lao. Lors de cet atelier, les principales conclusions de l'évaluation de l'environnement favorable aux énergies durables et de l'écosystème de l'innovation technologique du pays ont été présentées et le projet de rapport national sur la stratégie à adopter pour l'élaboration et la promotion des options en matière d'énergie durable a été examiné. De hauts responsables de l'Afghanistan, de l'Inde et du Népal ont fait part de leurs approches nationales pour rendre plus abordables et accessibles lesdites options, tandis que l'Agence internationale pour les énergies renouvelables a communiqué des informations sur ses programmes et l'aide qu'elle avait apporté aux pays pour promouvoir ces options. Les participants de la République démocratique populaire lao ont pu améliorer leurs connaissances sur les approches politiques adoptées par les pays en développement et les mécanismes d'appui et les modèles entrepreneuriaux performants pour l'offre d'options abordables en matière d'énergie durable;

f) Atelier de la CESAP pour la diffusion des connaissances sur les options en matière d'énergie durable, tenu à Bangkok du 24 au 26 juin 2014. Y ont participé des partenaires du projet, des décideurs des pays concernés et des experts nationaux sur les trois volets du projet – l'écosystème de l'innovation et de la technologie (le volet du Centre), la base de données régionale du Pacifique et les concepts d'hébergement abordable et économe en ressources (volets de la CESAP). L'Atelier a facilité les débats et les échanges entre pairs, ce qui a renforcé la compréhension et les liens entre les trois volets du projet, a évalué le résultat escompté du projet et les retombées possibles et a déterminé les éventuels domaines de coopération et les mesures à prendre pour la mise en œuvre de la stratégie. À la fin de l'Atelier, une liste récapitulant les enseignements tirés et les recommandations faites a été établie pour les exercices futurs de programmation et d'élaboration de politiques visant à rendre les énergies durables plus abordables. Le troisième jour de l'Atelier, les participants ont visité les projets Bangchak Solar et Bangchak Biofuel de la société Bangchak Petroleum Public Company

Limited sur recommandation du Ministère thaïlandais de l'énergie, et la communauté Sang San Klong Rangsit à Rangsit (province de Pathumthani, Thaïlande).

4. Promotion des systèmes d'innovation pour les technologies nouvelles et émergentes

12. Le Centre a mené des activités visant à renforcer la capacité de gestion de la recherche-développement dans le domaine des nanotechnologies des acteurs concernés, tels que les décideurs, les institutions de recherche-développement, les chercheurs et les petites et moyennes entreprises, dans les États membres de la CESAP. Dans le cadre de ce programme, les connaissances, expériences et meilleures pratiques utiles ont été partagées entre les parties concernées en vue d'améliorer leur capacité de gestion de la recherche-développement et la compétitivité du marché dans le domaine de la conception et de la commercialisation de produits à valeur ajoutée à base de nanotechnologie. Au cours de la période considérée, le Centre a organisé deux activités régionales et quatre activités nationales de renforcement des capacités, dont ont bénéficié plus de 500 professionnels, parmi lesquels 254 femmes, représentant un large éventail d'entités, comme les ministères et les départements gouvernementaux, les institutions de recherche-développement et les petites et moyennes entreprises. Les activités et leurs résultats sont présentés ci-dessous:

a) Établissement en ligne du Réseau Asie-Pacifique pour la gestion de la recherche-développement dans le domaine des nanotechnologies (<http://nanotech.apctt.org>) afin de diffuser les résultats du programme et les informations pertinentes et de promouvoir le réseautage régional;

b) Établissement de la version finale et diffusion (par l'intermédiaire du site Web précité et des ateliers de renforcement des capacités) du Manuel sur les grandes questions de la gestion de la recherche-développement en matière de nanotechnologies: une perspective pour l'Asie et le Pacifique, dans le but d'aider les acteurs régionaux dans le domaine des nanotechnologies. Ce manuel traite de divers sujets, à savoir a) la nanosécurité, la normalisation et la certification, b) la protection et l'évaluation de la propriété intellectuelle et c) la commercialisation des résultats en matière de recherche-développement;

c) Nano Malaysia 2013 – Convention et Exposition et Atelier national sur le renforcement de la capacité de gestion de la recherche-développement des chercheurs et directeurs de la recherche dans le domaine des nanotechnologies, organisés à Malacca (Malaisie) du 10 au 13 décembre 2013 en coopération avec la Direction nationale des nanotechnologies du Ministère malaisien de la science, de la technologie et de l'innovation. Onze spécialistes internationaux venus de l'Inde, de l'Indonésie, du Pakistan, des Philippines, de la République de Corée et de la Thaïlande et 19 experts malaisiens ont partagé leurs connaissances, expériences et bonnes pratiques au cours de l'Atelier. Quelque 160 participants, dont des chercheurs, des directeurs de la recherche, des fonctionnaires chargés des licences technologiques d'universités et d'instituts de recherche-développement et des représentants du secteur privé ont bénéficié d'une formation sur: la nanosécurité, la normalisation et la certification; la protection et l'évaluation de la propriété intellectuelle; et la commercialisation des résultats en matière de recherche-développement;

d) Réunion d'experts sur l'essai, la normalisation et la certification des nanomatériaux et des nanoproduits, organisée à Manille le 23 juillet 2014 en partenariat avec l'Institut d'application et de promotion de la technologie

du Ministère philippin de la science et de la technologie. Douze experts de neuf États membres, à savoir l'Inde, l'Indonésie, la République islamique d'Iran, la Malaisie, le Pakistan, les Philippines, la République de Corée, Sri Lanka et la Thaïlande, ont partagé les données d'expérience et bonnes pratiques de leur pays concernant l'essai et la certification des nanomatériaux et des nanoproducts, et débattu de questions cruciales et des lacunes existant dans les cadres d'appui réglementaire et institutionnel, des problèmes au niveau de la conception et de l'adoption de normes, de la caractérisation, des essais, de l'évaluation, de l'étiquetage et des procédures de certification des nanomatériaux et nanoproducts. Les principales recommandations sont les suivantes: fournir une assistance aux États membres pour l'élaboration de feuilles de route en matière de nanosécurité; faciliter une initiative régionale sur l'évaluation de la nanotoxicité; se procurer, compiler et diffuser des informations sur les politiques et les cadres d'appui réglementaire et institutionnel; et établir un répertoire/une base de données sur les outils d'analyse;

e) Atelier sur le renforcement de la capacité de gestion de la recherche-développement des chercheurs et directeurs de la recherche dans le domaine des nanotechnologies, organisé à Téhéran les 25 et 26 février 2014 en coopération avec l'Organisation iranienne de recherche pour la science et la technologie. Le Centre a aidé à renforcer la capacité de gestion de la recherche-développement des acteurs du secteur des nanotechnologies de la République islamique d'Iran grâce à cet atelier, qui a réuni 117 participants de ministères, de départements, d'instituts de recherche-développement, d'universités et d'industries de ce pays. Huit spécialistes internationaux, originaires de l'Inde, du Pakistan, de la République de Corée, de Singapour et de la Thaïlande, et cinq experts de la République islamique d'Iran ont partagé leurs connaissances, données d'expérience, études de cas et bonnes pratiques lors de l'Atelier. Les participants ont pu améliorer leurs connaissances et compréhension sur: la nanosécurité, la normalisation et la certification; la protection et l'évaluation de la propriété intellectuelle; et la commercialisation des résultats de recherche;

f) Atelier à l'intention des parties concernées sur les aspects déterminants de la gestion de la recherche-développement dans le domaine des nanotechnologies, organisé à Manille les 24 et 25 juillet 2014 en partenariat avec l'Institut d'application et de promotion de la technologie du Ministère philippin de la science et de la technologie. Divers organismes des secteurs public et privé ont renforcé leur compréhension et connaissances sur la gestion de la recherche-développement dans le domaine des nanotechnologies grâce à cet atelier, qui a réuni 11 experts internationaux provenant de neuf pays, à savoir l'Inde, l'Indonésie, la République islamique d'Iran, la Malaisie, le Pakistan, la République de Corée, Sri Lanka et la Thaïlande, deux experts des Philippines et 37 participants sélectionnés. Les participants ont acquis des connaissances sur la nanosécurité, et l'essai, la normalisation et la certification des nanomatériaux et des nanoproducts. L'Atelier a notamment recommandé que le Centre aide les États membres à concevoir et formuler des directives et des stratégies pour innover et commercialiser des produits à base de nanotechnologie;

g) Forum régional de l'innovation ouverte sur la promotion des nanotechnologies et l'agriculture aux fins du développement durable, organisé à Shah Alam (Malaisie) les 27 et 28 octobre 2014 en coopération avec la Direction nationale des nanotechnologies du Ministère malaisien de la science, de la technologie et de l'innovation. Le Forum a permis de faire mieux appréhender le concept d'innovation ouverte par les parties concernées et la manière dont il pourrait être appliqué pour accélérer l'innovation dans les domaines des nanotechnologies et de l'agriculture

durable. Y ont participé plus de 100 acteurs des secteurs des nanotechnologies et de l'agriculture durable de la Malaisie et 12 experts sectoriels de huit États membres, à savoir l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, les Philippines, Singapour, Sri Lanka et la Thaïlande. Les principales recommandations sont les suivantes: aider les États membres à renforcer leurs capacités en matière d'évaluation de la propriété intellectuelle et des technologies et évaluer le potentiel commercial des technologies; améliorer les connaissances/la capacité à développer et à se doter des outils de gestion des connaissances; et sensibiliser les gouvernements afin qu'ils adoptent le concept d'innovation ouverte dans leurs politiques relatives à la STI;

h) Atelier national sur la nanosécurité et les aspects réglementaires des nanotechnologies, organisé à Shah Alam (Malaisie) les 29 et 30 octobre 2014 en coopération avec la Direction nationale des nanotechnologies et SIRIM BERHAD du Ministère malaisien de la science, de la technologie et de l'innovation. Quelque 95 participants malaisiens, dont des représentants d'organismes publics, d'institutions de recherche-développement et du secteur privé, et trois experts internationaux en nanosécurité, provenant de Singapour et de la Thaïlande, ont débattu des meilleures pratiques internationales en matière de cadre réglementaire pour la nanosécurité. L'Atelier a discuté des approches et stratégies possibles pour l'élaboration d'une feuille de route nationale relative à la nanosécurité en Malaisie.

B. Transfert de technologie par la voie du réseautage régional et sous-régional

1. Agriculture durable

13. Dans le cadre du programme de travail relatif à l'agriculture durable, le Centre a exécuté un projet financé par l'Union européenne intitulé « Réseau pour le transfert des connaissances relatives aux technologies utiles à l'agriculture durable et l'amélioration des liens commerciaux en Asie du Sud et du Sud-Est (SATNET Asia) » en partenariat avec le Centre pour la réduction de la pauvreté par l'agriculture durable et la Division du commerce et de l'investissement. Il a formé plus de 700 participants, dont des représentants des institutions de recherche agricole et des fédérations d'agriculteurs, des professionnels de l'agroalimentaire et des responsables gouvernementaux, des décideurs et des agents de vulgarisation agricole de six pays de l'Asie du Sud, à savoir l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, le Népal et le Pakistan. Grâce à un programme de renforcement des capacités des responsables du Centre national bhoutanais de protection des plantes, il a doté le pays du premier établissement local pour la fabrication d'agents de lutte biologique afin d'aider les pouvoirs publics à atteindre les objectifs fixés dans la feuille de route se rapportant à l'agriculture biologique. En outre, il a aidé 3 000 petits agriculteurs de l'Inde du Sud à exporter des bananes vers la Chine, la République islamique d'Iran et la Malaisie grâce à un programme de renforcement des capacités sur l'utilisation de la traçabilité électronique pour faciliter le commerce agricole. Pendant la période considérée, le Centre a organisé les activités suivantes dans le cadre de ce projet:

a) Programme national de formation à l'analyse coûts-avantages des technologies agricoles, organisé à Thimbu du 25 au 27 novembre 2013 avec le Conseil de la recherche sur les ressources naturelles renouvelables et le Ministère bhoutanais de l'agriculture et des forêts;

b) Atelier SATNET Asia — Technologies d'amélioration de la tolérance aux conditions rigoureuses: Amélioration des moyens d'existence et de la productivité des petits agriculteurs, organisé à Patna (Inde) du 5 au 7 décembre 2013 conjointement avec Catholic Relief Services;

c) Programme de formation national SATNET Asia sur la lutte biologique contre les nuisibles et les maladies qui frappent les cultures économiquement importantes, à Thimbu les 24 et 25 février 2014, et Formation SATNET Asia sur la production de masse d'agents de lutte biologique et établissement d'un laboratoire de lutte biologique, à Thimbu du 26 au 28 février 2014. Ces deux activités ont été organisées conjointement avec le Centre national de protection des plantes du Ministère bhoutanais de l'agriculture et des forêts;

d) Programme de formation national SATNET Asia sur l'analyse coûts-avantages des technologies agricoles, à Katmandou les 3 et 4 mars 2014, et Programme de formation national SATNET Asia sur la lutte biologique contre les maladies et parasites agricoles, à Katmandou du 5 au 7 mars 2014. Ces deux activités ont été organisées conjointement avec le Conseil népalais de la recherche agricole du Ministère de l'agriculture;

e) Programme de formation national SATNET Asia sur l'analyse coûts-avantages des technologies agricoles, à Islamabad les 17 et 18 mars 2014, et Programme de formation national SATNET Asia sur la lutte biologique contre les maladies et parasites agricoles, à Islamabad du 19 au 21 mars 2014. Ces deux activités ont été organisées conjointement avec le Conseil pakistanais de la recherche agricole du Ministère de la sécurité alimentaire et de la recherche;

f) Programme de formation national SATNET Asia sur les meilleures pratiques en matière de gestion intégrée des nutriments et d'agriculture biologique (Technologie Jeevatu), organisé à Katmandou du 23 au 25 avril 2014 en coopération avec l'Institut agricole népalais;

g) Programme de formation national SATNET Asia sur la sécurité alimentaire et les garanties de qualité pour la facilitation du commerce agricole, à Dhaka les 1^{er} et 2 juin 2014, et Programme de formation national SATNET Asia sur la lutte biologique contre les maladies et parasites agricoles, à Dhaka du 3 au 5 juin 2014. Ces deux activités ont été organisées en coopération avec le Conseil de la recherche agronomique du Bangladesh;

h) Programme de formation national SATNET Asia sur les technologies d'après-récolte visant à accroître la durée de conservation des produits agricoles, organisé à Pondichéry (Inde) du 18 au 20 juin 2014 en coopération avec le Département des sciences et technologies alimentaires de l'Université de Pondichéry (Inde);

i) Programme de formation national SATNET Asia sur le renforcement des liens commerciaux et de la facilitation du commerce pour les acteurs de la chaîne de valeur dans les secteurs de la transformation de denrées alimentaires et de produits agricoles à petite échelle, organisé à Anand (Inde) du 29 au 31 juillet 2014 en coopération avec l'Institut de gestion rurale d'Anand (Inde);

j) Programme national SATNET Asia sur le système bangladais d'innovation technologique agricole — Possibilités et défis, organisé à Dhaka les 2 et 3 septembre 2014 en coopération avec le Conseil bangladais de la recherche agricole;

k) Programme de formation régional SATNET Asia sur la gestion après récolte et les liens commerciaux pour la distribution de fruits et

légumes en Asie du Sud, organisé à Hyderabad (Inde) du 26 au 28 novembre 2014 en coopération avec le World Vegetable Center South Asia.

14. Le Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie exécute un projet intitulé « Programme de développement économique et social intégré en milieu rural destiné à améliorer les conditions de vie en zone sèche au Myanmar » en partenariat avec the Centre pour la réduction de la pauvreté par l'agriculture durable et le Centre pour la mécanisation agricole durable. Ce projet, qui est financé à l'aide du Fonds d'affectation spéciale Modes de subsistance et sécurité alimentaire, contribue au développement socioéconomique intégré de la zone sèche au Myanmar dans l'optique du développement inclusif et durable, l'accent étant mis en particulier sur l'amélioration des conditions de vie et la sécurité alimentaire. Le Centre œuvre pour le renforcement de la capacité des acteurs clés à assurer le transfert de technologies améliorées et écologiquement rationnelles en faveur des petites et moyennes entreprises en vue d'améliorer les conditions de vie et la sécurité alimentaire de la population vivant dans la zone sèche. Les activités du projet comprennent une série de travaux analytiques et de séances de renforcement des capacités et l'élaboration d'études de cas, de documents directifs et de notes d'orientation. Pendant la période considérée, le Centre a organisé les activités suivantes dans le cadre du projet et y a participé:

a) Atelier de lancement du projet, à Yangon (Myanmar) le 5 mai 2015. À cette occasion, les partenaires et les participants au projet actuels et potentiels ont fait part de leurs vues sur la stratégie de mise en œuvre et le plan de travail du projet, examiné les mécanismes pour le partage des connaissances et la collaboration, déterminé les besoins de formation des partenaires de développement et étudié les possibilités de réseautage;

b) Réunion d'orientation à l'intention des consultants chargés de réaliser les études de cas et de rédiger les documents directifs pour le projet. Cette réunion a porté sur la conception d'une stratégie, d'un plan de travail et du déroulement des tâches pour deux études de cas relatives au développement de l'industrie semencière au Myanmar.

15. En outre, le Centre projette de réaliser un programme de formation à l'intention des principaux concernés par le développement de l'industrie semencière au Myanmar en novembre-décembre 2015.

2. Énergies renouvelables

16. À l'appui de la mise en œuvre de la résolution 64/3 de la Commission relative à la promotion des énergies renouvelables pour la sécurité énergétique et le développement durable en Asie et dans le Pacifique, le Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie a mis en place le Réseau de coopération Asie-Pacifique pour les énergies renouvelables (RECAP). Ce mécanisme a pour principal objectif de renforcer la capacité des pays membres participants à mettre en œuvre des projets concernant les technologies d'exploitation des énergies renouvelables par la voie de la formation, de la coopération et de la promotion de partenariats entre les institutions de recherche-développement, les universités, les industries et les autres parties prenantes de la région. Le RECAP comprend actuellement 16 États membres de la CESAP, à savoir le Bangladesh, la Chine, les Fidji, l'Inde, l'Indonésie, la République islamique d'Iran, la Malaisie, la Mongolie, le Népal, le Pakistan, les Philippines, la République de Corée, Sri Lanka, la Thaïlande, le Vanuatu et le Viet Nam. Le Centre a assuré la formation de plus de 550 professionnels des énergies renouvelables de la région sur divers aspects du transfert et de l'adoption de technologies

utilisées dans ce domaine. On trouvera ci-après un bref résumé des activités menées par le Centre dans le cadre du RECAP au cours de la période considérée:

a) Réunion d'experts sur l'évaluation des sources d'énergie renouvelable pour les pays de la région Asie-Pacifique, organisée à Bangkok les 25 et 26 septembre 2014 en partenariat avec l'Agence internationale pour les énergies renouvelables et le Ministère thaïlandais des sciences et des technologies. Vingt-six experts de 13 États membres, à savoir l'Afghanistan, l'Australie, le Cambodge, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la République islamique d'Iran, le Japon, le Kazakhstan, le Pakistan, Singapour, la Thaïlande et le Viet Nam, ont partagé leur expertise et exposé les perspectives des pays pour l'évaluation des sources d'énergie renouvelable. Les experts présents à la Réunion ont indiqué que l'énergie solaire et l'énergie éolienne étaient les sources d'énergie renouvelable qui présentaient le plus grand intérêt pour l'évaluation des ressources. Ces deux sources d'énergie sont d'une grande importance pour l'avenir énergétique de la région Asie-Pacifique. Les représentants des pays de l'ASEAN se sont déclarés très disposés à collaborer au recensement des ressources de la biomasse à des fins énergétiques et autres. Les participants à la Réunion ont également demandé que le Centre et l'Agence internationale pour les énergies renouvelables travaillent ensemble à l'établissement d'un programme de travail pour le renforcement de la capacité des pays membres de la région Asie-Pacifique à évaluer les sources d'énergie renouvelable;

b) Atelier régional Asie-Pacifique sur l'évaluation des ressources énergétiques tirées de la biomasse, organisé à Bangkok du 6 au 8 juillet 2015 en partenariat avec l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, et Forum ouvert de la recherche sur la biomasse: évaluation des ressources de biomasse pour les pays de l'ASEAN+6, organisé à Bangkok les 9 et 10 juillet 2015 en partenariat avec le Ministère thaïlandais des sciences et des technologies. Les représentants de 15 États membres, à savoir l'Afghanistan, l'Australie, le Cambodge, la Chine, l'Inde, l'Indonésie, la République islamique d'Iran, le Japon, la Malaisie, le Népal, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, Sri Lanka, la Thaïlande et le Viet Nam, ont participé à l'atelier régional et au forum ouvert. Ils ont bénéficié d'une formation pratique sur divers outils et techniques utiles pour l'évaluation des ressources tirées de la biomasse. Le forum ouvert a facilité la réflexion sur la mise en place du réseau de l'ASEAN pour la recherche ouverte sur la biomasse dans le but de faciliter la coopération Sud-Sud entre les pays de la région de l'ASEAN et au-delà en matière de mise en valeur, de transfert et d'adoption de l'énergie de la biomasse.

17. Le Centre et l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, en partenariat avec l'Institut d'application et de promotion de la technologie et le Ministère de la science et de la technologie-Région XI des Philippines, organisent un programme de formation régional sur l'évaluation et le recensement des sources d'énergie renouvelable, qui sera dispensé à Davao City (Philippines) du 28 au 30 septembre 2015. Des spécialistes de l'énergie solaire et de l'énergie éolienne et des fonctionnaires qui interviennent dans la planification énergétique de sept pays de l'ASEAN, à savoir le Brunéi Darussalam, le Cambodge, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la République démocratique populaire lao et la Thaïlande, devraient participer à ce programme. Ce dernier a pour objectif d'offrir une plate-forme pour le renforcement de la capacité des pays membres à déterminer et évaluer les sources potentielles d'énergie solaire et éolienne et d'aider à tirer pleinement parti des retombées sociales, économiques et environnementales de ces ressources dans les pays de l'Asie du Sud-Est.

3. Services d'appui au transfert de technologie

18. Le Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie a contribué au renforcement de la capacité de transfert de technologie des principaux acteurs des pays membres à l'aide d'un large éventail d'activités, telles que l'organisation de programmes de formation de formateurs sur la planification et la gestion des projets portant sur le transfert de technologie, la fourniture de services d'appui au transfert de technologie pour les petites et moyennes entreprises, l'organisation de réunions interentreprises dans des secteurs spécifiques, en partenariat avec les principaux organismes centraux des pays membres et les services d'information technologique grâce à des portails d'information et des publications techniques, et la création de réseaux pour le transfert de technologie dans des secteurs déterminés. On favorise actuellement la coopération Sud-Sud dans des domaines nouveaux et émergents, comme les énergies renouvelables, l'agriculture durable et les nanotechnologies. Pendant la période considérée, les activités suivantes ont été organisées:

a) Programme de formation à la planification et la mise en œuvre des projets de transfert de technologie, organisé à Bangkok du 15 au 17 juillet 2013 en partenariat avec l'Institut universitaire de technologie King Mongkut de Thonburi (Thaïlande);

b) Atelier sur le transfert de technologies respectueuses du climat, organisé à Tokyo les 1^{er} et 2 septembre 2013 en partenariat avec le Centre international pour les techniques écologiques;

c) Atelier sur le développement des compétences en matière de réseautage et de transfert de technologie à l'intention du secteur manufacturier, organisé à New Delhi le 13 janvier 2014 par le Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie en partenariat avec la Fédération indienne des organisations d'exportation;

d) Atelier sur le renforcement des petites et moyennes entreprises du secteur manufacturier par le développement des compétences en matière de réseautage et de transfert de technologie, organisé à New Delhi le 30 janvier 2015 en partenariat avec la Fédération indienne des organisations d'exportation.

19. Le Centre a également commencé à incorporer sur son site Web diverses bases de données et divers outils se présentant sous forme électronique et se rapportant aux technologies, ceci afin de regrouper sur une seule plateforme tous les services d'appui au transfert de technologie disponibles. Dans le cadre de cette initiative, les bases de données relatives aux technologies téléchargées dans le portail principal du Centre consacré au transfert de technologie, technology4SME.net, sont en cours de migration vers son site Web. Le site du RECAP est également intégré au site Web du Centre afin d'offrir un accès facile aux utilisateurs intéressés par les technologies et les partenariats dans le domaine des énergies renouvelables.

C. Intelligence technologique

20. Au cours des trois dernières décennies, l'un des principaux objectifs du Centre a été d'assurer la veille technologique pour aider les États membres et leurs décideurs, institutions, universités, intermédiaires dans le transfert de technologie et petites et moyennes entreprises à relever les défis du dynamisme du monde des entreprises et de la sphère technologique d'aujourd'hui. Ce faisant, le Centre a continué de publier des périodiques en ligne et de réaliser un assortiment d'études normatives et analytiques

d'intérêt régional pour cerner les tendances, mettre en évidence les bonnes politiques et pratiques et promouvoir la coopération régionale. On trouvera ci-après un résumé des activités d'intelligence technologique menées au cours de la période considérée:

a) Le Centre a continué de publier plusieurs périodiques en ligne, à savoir *Asia-Pacific Tech Monitor* (trimestriel) et la collection *Value Added Technology Information Service (VATIS) Update* sur les biotechnologies, les industries alimentaires, les énergies non classiques (appelées énergies nouvelles et renouvelables depuis janvier 2015), la gestion des déchets (tous trimestriels), et la protection de la couche d'ozone (bimestriel). La consultation des périodiques en ligne est toujours gratuite;

b) Le Comité consultatif de rédaction de l'*Asia-Pacific Tech Monitor* compte 10 experts internationaux, qui ont fourni des avis et des conseils utiles en tant que de besoin;

c) Le Centre a publié huit numéros d'*Asia-Pacific Tech Monitor* et 44 numéros de *VATIS Update*, consultables gratuitement à l'adresse: www.techmonitor.net;

d) Le Centre a collaboré avec des institutions de premier plan pour la publication de deux numéros de *VATIS Update*. *Ozone Layer Protection* a été publié avec l'appui du Groupe ozone du Ministère indien de l'environnement, des forêts et du changement climatique. *Biotechnology* a été copublié avec Biotech Consortium India Limited, une entreprise publique indienne;

e) Le Centre a appuyé l'action engagée par l'Inde en faveur de l'élimination progressive des substances nocives pour l'ozone en vertu du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone en distribuant quelque 1 500 exemplaires imprimés de chaque numéro de *VATIS Update (Ozone Layer Protection)* auprès des parties concernées, notamment les petites et moyennes entreprises, les décideurs, les organismes intermédiaires et d'autres parties intéressées en Inde;

f) Le Centre a publié d'autres informations/connaissances utiles sur des thèmes présentant un intérêt pour les petites et moyennes entreprises.

21. Au cours de la période considérée, les services d'intelligence technologique du Centre ont permis la publication des divers produits ci-après:

a) Les périodiques publiés en ligne par le Centre se concentrent à présent sur les problèmes actuels tout en répondant à l'objectif global de favoriser la croissance équilibrée et écologiquement viable des petites et moyennes entreprises de la région Asie-Pacifique. Ils ont permis de diffuser une gamme d'informations sur les dernières innovations technologiques, les politiques technologiques, la gestion de l'innovation, le transfert de technologie et des manifestations;

b) *Asia Pacific Tech Monitor* a compris des articles portant sur huit thèmes spéciaux: tirer parti de la propriété intellectuelle pour promouvoir l'innovation par les petites et moyennes entreprises (octobre-décembre 2013); connectivité régionale pour une prospérité partagée (janvier-mars 2014); système d'innovation ouverte (avril-juin 2014); élargissement des possibilités d'énergies durables accessibles à un prix abordable (juillet-septembre 2014); pépinières d'entreprises rurales à base technologique (octobre-décembre 2014); stratégies nouvelles et émergentes dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation (janvier-mars 2015); technologies applicables aux énergies renouvelables/durables aux fins de la connectivité du dernier

kilomètre (avril-juin 2015); spécialisation intelligente pour améliorer la compétitivité de la technologie nationale (juillet-septembre 2015);

c) Les huit numéros spéciaux de l'*Asia-Pacific Tech Monitor* contenaient 36 articles rédigés par 63 auteurs/experts de 22 pays, à savoir l'Allemagne, le Bangladesh, la Belgique, la Chine, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, les Fidji, la France, la Grèce, l'Inde, l'Indonésie, le Japon, la Malaisie, le Népal, les Pays-Bas, les Philippines, la République de Corée, Singapour, la Slovénie, Sri Lanka, la Thaïlande et le Viet Nam;

d) Les articles de fond spéciaux présentaient des données et une analyse concernant des questions cruciales relevant de divers thèmes spéciaux et comprenaient plusieurs études de cas et les meilleures pratiques de la région et d'ailleurs;

e) Les numéros spéciaux de janvier-mars 2014 et 2015 de l'*Asia-Pacific Tech Monitor* traitaient de questions en rapport avec le thème des sessions de la Commission correspondantes. Le numéro spécial de 2014 portait sur la connectivité régionale pour une prospérité partagée – défis et opportunités technologiques pour l'Asie et le Pacifique, et celui de 2015 concernait les stratégies émergentes en matière de science, de technologie et d'innovation dans la perspective du programme de développement durable pour l'après-2015;

f) *Asia-Pacific Tech Monitor* a permis de diffuser des informations sur quelque 120 innovations technologiques du monde entier parmi les plus récentes dans plusieurs domaines nouveaux et émergents, tels que les technologies des énergies renouvelables, les nanotechnologies, les biotechnologies, les technologies à usage rural et les technologies pour le développement durable. Un nombre presque égal d'articles concernant le marché des technologies des pays de l'Asie et du Pacifique ont également été réunis et diffusés à travers le périodique;

g) Environ 80 articles courts contenant des guides pratiques utiles, des pratiques optimales et des conseils pour les petites et moyennes entreprises ont été rédigés et sont parus dans la section *Business Coach* de l'*Asia-Pacific Tech Monitor*. Ces articles traitaient de divers sujets intéressants pour les petites et moyennes entreprises, comme la création de petites sociétés spécialisées dans la haute technologie, le financement d'entreprise, la gestion de l'innovation, le transfert de technologie et la productivité verte;

h) L'*Asia-Pacific Tech Monitor* a répertorié environ 70 offres de technologies et 40 demandes de technologies provenant de 12 pays, dont la Chine, l'Égypte, l'Éthiopie, la France, la Hongrie, l'Inde, le Mexique, le Pakistan, les Philippines et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;

i) Dans les 44 numéros de *Vatis Update*, des informations sur plus de 1 500 innovations technologiques parmi les plus récentes, avec des précisions concernant d'éventuelles applications commerciales et des activités importantes relatives aux technologies, ont été présentées. Ces informations provenaient de plus de 500 sources différentes (principalement accessibles sur le Web). La collection *Vatis Update* se caractérise principalement par la présentation de l'information sous la forme de capsules et la facilitation de l'accès direct aux sources d'information, chaque fois que possible;

j) Le Centre compte actuellement près de 470 abonnés à ses périodiques en ligne. Au cours de la seule période janvier-décembre 2014, 7 217 personnes ont visité le site techmonitor.net et 19 502 pages des numéros de l'*Asia-Pacific Tech Monitor* et de *Vatis* ont été consultées. Le

Centre a également commencé à diffuser ses périodiques en ligne à travers les médias sociaux, tels que Facebook et Twitter.

22. Au cours de la période considérée, le travail normatif et analytique du Centre a permis les résultats suivants:

- a) Cadre national d'évaluation sur l'environnement favorable et écosystème d'innovation technologique pour rendre les solutions énergétiques durables abordables et accessibles (pour l'Indonésie et la République démocratique populaire lao);
- b) Rapport sur l'évaluation nationale de l'environnement favorable et de l'écosystème d'innovation technologique pour rendre les solutions énergétiques durables abordables en Indonésie;
- c) Rapport sur la stratégie nationale pour l'énergie durable traitant de l'environnement favorable et de l'écosystème d'innovation technologique pour rendre les solutions énergétiques durables abordables (Indonésie);
- d) Rapport sur le cadre national d'évaluation sur l'environnement favorable et l'écosystème d'innovation technologique pour rendre les solutions énergétiques durables abordables et accessibles (République démocratique populaire lao);
- e) Rapport sur la stratégie nationale pour l'énergie durable traitant de l'environnement favorable et de l'écosystème d'innovation technologique pour rendre les solutions énergétiques durables abordables (République démocratique populaire lao);
- f) Note d'orientation sur le transfert de technologie au niveau régional aux fins de l'amélioration de la sécurité alimentaire dans la région Asie-Pacifique.

III. Domaines et programmes d'activité futurs

23. Projets/programmes en cours:

- a) Le projet sur la coopération Sud-Sud pour les politiques en matière de STI dans la région Asie-Pacifique, financé par le Compte de l'ONU pour le développement, est mis au point par la Division du commerce et de l'investissement avec l'aide du Centre. Il a pour principal objectif de renforcer la capacité de certains pays de la région Asie-Pacifique à formuler des politiques et stratégies dans le domaine de la STI afin de consolider leur système national d'innovation. Il est prévu qu'il sera mis en œuvre par la Division du commerce et de l'investissement et le Centre pendant la période 2016-2019;
- b) En 2015, le Centre a commencé à travailler sur son projet intitulé « Programme de développement économique et social intégré en milieu rural destiné à améliorer les conditions de vie en zone sèche au Myanmar », qui est financé à l'aide du Fonds d'affectation spéciale Modes de subsistance et sécurité alimentaire. Il portera son attention sur le transfert de technologies améliorées et écologiquement rationnelles vers les petites et moyennes entreprises en vue d'améliorer les conditions de vie et la sécurité alimentaire des principales parties concernées dans la zone sèche du Myanmar;
- c) Le Centre continuera de publier et d'améliorer les périodiques en ligne, *Asia-Pacific Tech Monitor* et *VATIS Updates*, dans cinq domaines particuliers: biotechnologies; gestion des déchets; énergies nouvelles et renouvelables; traitement des denrées alimentaires; et protection de la couche

d'ozone. Outre la publication sur le Web (www.techmonitor.net), ces périodiques seront également largement diffusés à travers les médias sociaux, tels que Facebook et Twitter. L'information archivée sera utilisée pour mettre au point des publications spécialisées et des produits de connaissance sur différents thèmes technologiques d'intérêt actuel, qui seront par la suite diffusés auprès des planificateurs, décideurs, chercheurs et gestionnaires des technologies.

24. Nouveaux projets/programmes à financer:

a) Une note de synthèse sur le diagnostic des systèmes nationaux d'innovation et l'élaboration de stratégies en matière de STI pour atteindre les objectifs nationaux et les objectifs de développement durable. Le projet proposé valorisera le programme du Centre en cours sur le système national d'innovation, qui, jusqu'ici, a mis l'accent sur le concept et les composantes clés d'un système national d'innovation. Le concours des organismes donateurs potentiels et des membres de la CESAP est à présent sollicité pour la mise en œuvre de ce projet à compter de 2016;

b) Activités régionales et nationales de renforcement des capacités dans le domaine des technologies nouvelles et émergentes. À cet effet, un nouveau projet sera consacré aux mécanismes de coopération Sud-Sud et de coopération régionale pour concevoir des technologies nouvelles et émergentes et les mettre en application. Les possibilités de financement seront étudiées avec les organismes donateurs potentiels;

c) Un projet sur les activités de renforcement des capacités dans le domaine des énergies renouvelables dans les États membres, en partenariat avec des institutions spécialisées, comme l'Agence internationale pour les énergies renouvelables;

d) Un projet régional Asie-Pacifique pour promouvoir le développement, le transfert, la distribution et la diffusion d'écotechnologies en vue de renforcer les moyens nécessaires pour la réalisation du développement durable;

e) Un nouveau projet de développement des capacités pour le renforcement des liens entre chaînes de valeur et marchés, s'agissant en particulier du traitement des fruits et légumes après récolte en Asie du Sud;

f) Un projet sur l'établissement et l'institutionnalisation d'un réseau pour le développement des entreprises engagées dans l'innovation technologique au niveau local dans les zones rurales des pays de l'Asie du Sud.

IV. Questions portées à l'attention du Comité

25. Le Centre invite le Comité à examiner les suggestions et recommandations ci-après:

a) **Renforcement de l'appui institutionnel.** Vu l'augmentation de ses dépenses opérationnelles, le Centre prie le Gouvernement du pays hôte, l'Inde, d'envisager d'augmenter son financement institutionnel et les États membres d'accroître leurs contributions conformément aux directives recommandées: 30 000 dollars pour les pays en développement et 7 000 dollars pour les pays les moins avancés. Cela permettra d'étoffer les ressources humaines du Centre et de mettre en œuvre des programmes qui sont affectés d'un mandat plus large et traitent de tous les aspects du programme régional de développement durable dans l'optique de la STI.

b) Renforcement du soutien financier au programme. Afin de renforcer l'exécution et l'impact du programme, il est essentiel que le Centre mobilise des ressources pour assurer le financement des projets de manière à répondre aux besoins régionaux de développement durable des États membres. Le Centre sollicite la coopération active des gouvernements des pays membres disposant de ressources pour financer les nouveaux projets de renforcement des capacités pertinents proposés par le Centre et énumérés au paragraphe 24 ci-dessus.

c) Affectation d'experts nationaux. Il est important que le Centre renforce ses ressources humaines pour la conception et l'exécution de programmes utiles pour les États membres. Le Centre souhaite obtenir l'active coopération des pays membres pour donner suite aux options suggérées, telles que le détachement d'experts des pays membres dans le cadre de prêts non remboursables et la mise à disposition d'experts du secteur des entreprises à titre gracieux.
